

ILHEM ALLEAUME, PRÉSIDENTE DU RÉSEAU EMPLOIS COMPÉTENCES (REC) : “QUELLES COMPÉTENCES DANS UN SCÉNARIO BAS CARBONE ?”

La présidente du Réseau emplois compétences (REC, piloté par France Stratégie), Ilhem Alleaume, coordonne l'organisation de la prochaine conférence des métiers consacrée à la transition écologique. Le REC travaille également sur la lisibilité du système de certification, qui doit s'adapter à l'approche par blocs de compétences.

Emmanuel Franck



Le 4 juillet 2023, France Stratégie organisera sa deuxième conférence des métiers, consacrée cette année aux enjeux d'emplois de la transition écologique. C'est le Réseau emplois compétences (REC), réunissant autour de France Stratégie des représentants de l'État, des partenaires sociaux, des Régions, des observatoires de branches, des organismes producteurs de travaux d'observation et de prospective, qui est chargé d'organiser cette conférence autour du cas concret de la rénovation énergétique des bâtiments.

Cinq ministères impliqués

Le rapport “Métiers en 2030”¹ réalisé par France Stratégie et par la Dares, publié en 2022, avait identifié les besoins des métiers de la construction dans un scénario bas carbone. La conférence du mois de juillet doit “poser des jalons pour répondre à ces besoins”, explique Ilhem

Alleaume, présidente du REC, par ailleurs directrice formation et développement du groupe L'Oréal en France.

Cette conférence a été commandée à France Stratégie fin 2022 par pas moins de cinq ministres (Travail, Éducation nationale, Enseignement supérieur, Transition écologique, Enseignement et Formation professionnels). À l'issue de cette conférence, France Stratégie “émettra des recommandations à destination des décideurs publics, mais aussi des entreprises et plus généralement de tous les acteurs du marché du travail”, explique Ilhem Alleaume. C'est la vocation de cette institution rattachée à la Première ministre, qui a pris la suite du Commissariat général du plan.

Depuis le début de l'année 2023, le REC prépare cette conférence. Un comité technique pluridisciplinaire (représentants de l'administration², agences publiques³) se réunit régulièrement à cette fin. Plusieurs acteurs de la filière ont également été mobilisés, notamment les fédérations

professionnelles, les Opco, des entreprises, les ministères certificateurs, la Caisse des dépôts, l'Afpa, le Réseau des Carif-Oref, les AT-Pro, l'institut négaWatt, etc.

Parcours ad-hoc

Le calendrier est contraint par une échéance, mais "au sein de France Stratégie, nous avons le temps pour un dialogue pacifié entre parties prenantes", se réjouit Ilhem Alleaume. Venue d'EDF avant d'entrer à L'Oréal en 2020, elle-même a eu l'occasion de pratiquer le dialogue social lorsqu'elle s'est vu confier le redéploiement et la reconversion des salariés des centrales thermiques qui fermaient. C'est d'ailleurs son parcours riche, effectué dans le public et le privé, en RH et dans l'environnement (elle fut consultante environnement industriel au début de sa carrière), qui l'a fait choisir par Gilles de Margerie, commissaire général de France Stratégie, pour présider le REC et Prospective des métiers et qualifications, un autre groupe de France Stratégie.

Pour l'heure, "nous avons calé une méthode", déclare Ilhem Alleaume. Le groupe technique a segmenté son travail en deux sujets. D'abord, les besoins en rénovation thermique des bâtiments ; les perspectives ; les besoins en compétences. Deuxième point : la structuration de la filière autour de ses enjeux de compétences et de formation. "La phase suivante sera d'effectuer une répartition régionale des besoins en compétences", explique Ilhem Alleaume.

Transition écologique, emploi, compétences

Quand l'organisation de la conférence lui en laissera le temps, le REC et sa petite équipe de permanents dirigée par Hélène Garner, pourra revenir à son programme de travail. Celui-ci recoupe d'ailleurs la conférence, puisque le premier axe porte justement sur la transition écologique, l'emploi et les compétences. Au programme : les évolutions des métiers et de leur écosystème (les métiers du bâtiment sous canicule, par exemple) ; les acteurs susceptibles d'impulser les mutations (GEPP d'entreprise, notamment) ; les pistes d'actions pour répondre aux mutations générées par la transition écologique (partage de l'information, attractivité des métiers, structuration de l'offre de formation).

Ilhem Alleaume insiste sur l'importance de créer des dispositifs de formation "afin de garder les actifs dans une dynamique d'apprentissage continue et de les aider à affronter les mutations". On pense bien sûr aux seniors, qui vont devoir se

Garder les actifs dans une dynamique d'apprentissage continue, les aider à affronter les mutations

maintenir employables plus longtemps. Mais Ilhem Alleaume pense aussi aux "milieux défavorisés", avec lesquels elle est "très connectée". "En France, nous avons la chance de disposer de beaucoup de dispositifs de formation ; il est dommage de ne pas s'en rendre compte. Moi-même, je ne serais pas où j'en suis actuellement sans l'Éducation nationale et la formation professionnelle", confie-t-elle.

La lisibilité du système de certification

Le deuxième axe de travail du REC est la lisibilité du système de certification. "L'approche par blocs de compétences pose la question de leur valeur et de leur reconnaissance, analyse Ilhem Alleaume. Et lorsque des plateformes proposent des open badges [confirmant des compétences non reconnues par un diplôme], quelles est leur valeur par rapport aux blocs de compétences ?" Sur ces sujets, qui sont centraux dès lors qu'on parle de reconversion, "il reste encore beaucoup de flou". ●



1. "Quels métiers en 2030" (mars 2022) dresse un panorama chiffré des perspectives. Dans un scénario bas carbone, les métiers du BTP créeraient 200 000 emplois d'ici 2030, soit un surcroît de 80 000 postes par rapport à un scénario de référence.

2. DHUP (Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages), DGEC (Direction générale de l'énergie et du climat), DGEFP (Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle), CGDD (Commissariat général au développement durable), SGPE (Secrétariat général à la planification écologique), DGE (Direction générale des entreprises).

3. Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), Anah (Agence nationale de l'habitat).

LE REC, UN OBSERVATOIRE DES OPÉRATEURS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Le Réseau emplois compétences (REC) de France Stratégie a organisé, le 15 décembre 2022, une réunion thématique sur la transition écologique au cours de laquelle le Réseau des Carif-Oref (RCO) a présenté les premiers résultats d'une expérimentation sur l'évolution des besoins en compétences et en formation dans trois régions. Le REC a également publié, en juillet 2022, une note de synthèse sur "Les Opco au défi de la transition écologique".